

## **De l' « Afrique en miniature » au « Continent » ? Cameroun 2025**

### **Résumé**

Le Cameroun est surnommé le « Continent ». Cette expression est largement utilisée par les citoyens, les médias et analystes, elle a même été consacrée par le Chef de l'État lors de ses vœux pour l'année 2024. La diversité des terroirs géographiques, économiques, et politiques ont fait de ce pays l'une des matrices des sciences sociales sur l'Afrique, et des études comparées. La conjoncture actuelle, faite de crises multiples et d'incertitude politique liée à l'élection présidentielle de 2025, invite à ce qu'on fasse le point sur les savoirs produits à partir de cette société que l'on dit à la fois inventive et résignée, individualiste et communautaire, dans un « État stationnaire » et dynamique. Ce colloque vise à contribuer à une réflexion à partir de quatre angles, chacun correspondant à des travaux doctoraux menés par l'équipe de coordination : (re)production du pouvoir au Cameroun ; économie politique ; circulations urbain-rural, marché de l'alimentation ; diaspora et commerce ethnique.

### **Annonce**

Colloque international

Université Bordeaux-Montaigne, Les Afriques dans le monde, 21 et 22 mai 2025

### **Argumentaire**

Le Cameroun est surnommé le « Continent ». Cette expression est largement utilisée par les citoyens, les médias et analystes, elle a même été consacrée par le Chef de l'État lors de ses vœux pour l'année 2024. La diversité des terroirs géographiques, économiques, et politiques (Tchawa 2012) ont fait de ce pays l'une des matrices des sciences sociales sur l'Afrique, et des études comparées. La conjoncture actuelle, faite de crises multiples et d'incertitude politique liée à l'élection présidentielle de 2025 invite à ce qu'on fasse le point sur les savoirs produits à partir de cette société que l'on dit à la fois inventive et résignée, individualiste et communautaire, dans un « État stationnaire » et dynamique. Ce colloque vise à contribuer à une réflexion à partir de quatre angles, chacun correspondant à des travaux doctoraux menés par l'équipe de coordination : le pouvoir au Cameroun ; économie politique ; circulations urbain-rural, marché de l'alimentation ; diaspora et commerce ethnique.

Le Cameroun a été un pays très étudié par les sciences sociales depuis des décennies, les analyses ont contribué à la production de concepts importants de science politique tels que « l'État patrimonial » (Médard 1992), « la politique du ventre », (Bayart 1989), ou « la postcolonie » (Mbembe 2000). Le « désarroi camerounais » (Courade 1999) exprime

notamment les difficultés à construire un avenir collectif viable dans une société où les repères furent ébranlés après les dégraissages de l'État. L'expression « le Cameroun, c'est le Cameroun » traduit un sentiment qui-général d'impuissance ainsi que l'état végétatif et incertain d'un « État stationnaire » (Eboko et Awondo 2018). La Banque africaine de développement note que les transformations structurelles sont lentes. Un quart de la population vit sous le seuil de pauvreté, ce niveau stagne, l'indice de développement humain (IDH) est moyen mais il est réduit d'un tiers quand il est ajusté par les inégalités, élevées donc. Ces dernières sont en partie le produit de « problèmes de gouvernance » illustrés par le classement peu élogieux du Cameroun dans l'indice de perception de la corruption établi par Transparency International qui classe le pays au 140<sup>ème</sup> rang en 2023.

On le voit par ces quelques constats, le Cameroun est comparable à d'autres contextes africains et du Sud Global, mais il a souvent été envisagé comme une singularité et une exception, permettant d'éviter la comparaison et l'explication. Nous cherchons ici, à partir de travaux en cours, à poursuivre la réflexion sur les rapports entre société et politique au Cameroun, et à contribuer au renouvellement des outils de la connaissance sur ce « Continent ».

### *(Re)production du pouvoir au Cameroun*

Depuis son accession à l'indépendance en 1960 le Cameroun n'a connu que deux Présidents de la république et tous deux issus d'un même parti politique l'Union Nationale Camerounaise (UNC), transformé en Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais au congrès de Bamenda le 24 mars 1985. Il existe depuis lors, une classification qui tente de classer le Cameroun comme un État « autoritaire », « stationnaire », « dans l'entre-deux ». Ces différentes classifications sont forgées à la fois par les auteurs du « Nord » et ceux du « Sud », (Pommerolle 2008 ; Eboko et Awondo 2018 ; Courade et Sindjoun 1996). Le Cameroun est en effet considéré comme un État successivement dominé par les mêmes acteurs politiques, qui se perpétuent au pouvoir, ce qui fait du pays une démocratie sans alternance (Eboko et Awondo 2018). En s'appuyant sur l'expérience empirique de terrain ethnographique des auteurs, cet appel à communication se propose de discuter, dans une perspective chronologique, les chemins, les succès et les revers de la construction de la démocratie électorale au Cameroun, depuis la première vague de démocratisation, jusqu'au début du siècle actuel. Bien que le Cameroun soit une « démocratie électorale », il reste une « démocratie limitée », une désignation d'un type de démocratie qui, bien qu'étant formellement établie (Bayart 1989), souffre de certaines limites dans le maintien d'un ordre de bonne coexistence civique basé sur le respect des droits fondamentaux. Comment les acteurs de la vie politique s'organisent-ils à la veille des élections au Cameroun ? Dans quelle mesure le multipartisme qui se vit au Cameroun depuis la démocratisation peut-il être un vecteur d'alternance politique ? Quelle est la place du calendrier électoral dans la vie politique camerounaise ? Le découpage électoral actuel favorise-t-il l'émergence de nouveaux acteurs politiques ?

### *Economie politique*

L'enjeu de la différenciation et de l'autonomisation structurelle de l'économie – enjeu classique s'il en est (Polanyi 2017) – mérite en particulier d'être analysé à l'aune des

transformations contemporaines que connaît le Cameroun. Le gouvernement camerounais présente en effet une ambition développementaliste prenant localement le nom « d'émergence » dont l'objectif est d'obtenir le statut de pays à revenus intermédiaires par le biais d'une forte croissance économique tirée par le secteur privé. Parallèlement, sa configuration politique est historiquement caractérisée par l'imbrication particulièrement forte entre champs économiques et politiques. Bien que ces débats soient communs à la plupart des aires culturelles et géographiques (Boyer 2015), ils ont été particulièrement prégnants en Afrique subsaharienne. Ces débats se sont toutefois estompés en laissant de multiples pistes de recherche peu empruntées.

L'objet « entreprise » constitue une entrée majeure dans la compréhension de l'économie politique camerounaise. Objet particulièrement hétérogène regroupant « entreprises informelles » comme les grandes entreprises publiques créées peu après les indépendances, elles peuvent cependant constituer des points d'entrée heuristique. Dans le sillage des politiques d'ajustement structurel au début des années 1990, et de manière renouvelée depuis la fin des années 2000, « entrepreneurs » et « entreprises » camerounaises suscitent en effet un intérêt considérable, entraînant avec eux de nouvelles interrogations. Si cet intérêt a pu susciter des enquêtes substantielles, le risque est cependant d'occulter la très grande variété de formes pratiques d'accumulation et de production (Ochonu 2018) au profit de modes d'actions valorisés. Dans les années 1990, des chercheurs ont eu recours à la notion d'accumulation élargie (Geschiere et Konings 1993), c'est-à-dire le processus de croissance et de transformation de capitaux et de ressources de divers ordres. Cette perspective a ainsi pu rendre compte de manière très fine de la diversité des modes d'accumulation, tantôt anciens, tantôt nouveaux, et de leur articulation aux contextes sociaux dans lesquels s'inscrivent les acteurs. À partir de quels répertoires pratiques et culturels « s'inventent » les entrepreneurs ? Comment rendre compte de l'élaboration de nouvelles « traditions » entrepreneuriales (Warnier 2008) ?

Plus spécifiquement, dans un contexte qualifié de néo-patrimonial (Médard 1992), de nombreux travaux (Nguegang 2019, Ngouyamsa 2016) se sont intéressés, à l'échelle individuelle, aux mécanismes de conversion de capitaux économiques en capitaux politiques. L'exemple « d'entrepreneurs » camerounais comme Clémentine Tiako, Bernard Youwo ou Emmanuel Nguimatsa montrent que certaines trajectoires ne sont pas déconnectées du pouvoir et du politique. Arrivés à un certain niveau de richesse et de succès dans les affaires dans une société inégalitaire (en termes de dignité, de statut et d'argent), certains acteurs convertissent leurs capitaux économiques en capital politique (titre traditionnel, députation, mairie). L'échange de biens matériels ou de positions d'accumulation (emploi) contre un capital social bientôt utilisable en poste politique. Comment et à quelles conditions les logiques néo-patrimoniales peuvent-elles peser sur les « entrepreneurs » ? Dans quelle mesure l'analyse en termes de champs s'avère-t-elle pertinente pour analyser les comportements d'acteurs engagés dans des trajectoires d'accumulation de capitaux économiques ?

### *Circulations urbain-rural, marché de l'alimentation*

L'urbanisation est un moteur majeur du développement d'un modèle agricole basé sur le vivrier-marchand (Chaléard 1996). L'essor d'une agriculture commerciale tournée vers le

marché national et sous-régional au détriment d'anciennes cultures de rente a été particulièrement fort dans l'Ouest (Uwizeyimana 2009). Sans l'appui de l'État, des filières agricoles se sont structurées, assurant l'approvisionnement des villes en tubercules et produits maraîchers (Hatcheu 2003, Dongmo Ngnetidem et al. 2021). Ces réseaux marchands sont pour une grande part organisés par des acteurs du quotidien : paysans, myriades de marchands (surtout de marchandes), ils s'appuient sur des marchés ruraux et urbains.

La ville, grande de préférence, est marquée par des formes d'hybridités de pratiques alimentaires. La ville, carrefour à l'intersection de traditions culinaires plus ou moins fantasmées et d'injonctions normatives de la mondialisation, est considérée comme un espace privilégié de consommation marchande, d'industrialisation de l'alimentation, de transition alimentaire, d'occidentalisation des régimes alimentaires (Soula et al. 2020) et d'implantation des supermarchés. La multiplication d'enseignes de grande distribution importées de l'Occident à partir du milieu des années 2010, dont l'implantation du leader français Carrefour au Cameroun en 2017, marque une « course aux caddies » (Bahri-Domon 2017) inédite. Les facteurs majeurs impulsant ces investissements sont une croissance urbaine élevée en Afrique subsaharienne (environ 4% par an sur la dernière décennie), l'émergence de classes moyennes urbaines aux nouvelles aspirations de consommation (Berrou et al. 2019). Une part importante de consommateurs urbains sont originaires de la campagne, leurs liens avec la région d'origine nourrissent des mobilités régulières, ces urbains d'extraction villageoise sont des vecteurs de normes et prescriptions alimentaires (Nyiniwou 2021).

Cet axe a pour objectif d'interroger les circulations alimentaires de produits, d'acteurs et de normes, de la production à la consommation, entre villes et campagnes tout en intégrant l'échelle de la mondialisation. Il vise donc à comprendre comment se construit un marché de l'alimentation au Cameroun, en particulier en ville. Il pourra par exemple éclairer les liens entre la diversification des marchés de consommation urbains et des circuits commerciaux liés à l'essor des supermarchés, avec les pratiques agricoles. Il pourra aussi renseigner sur ce qui se joue autour de l'alimentation, les liens aux autres, à l'environnement, aux identités, aux valeurs, etc.

### *Diaspora et commerce ethnique*

La diaspora camerounaise se compose d'environ 5 millions de personnes, selon le Ministère des relations extérieures, dispersées majoritairement en France, aux États-Unis et au Gabon. Cette diaspora est alimentée par une population jeune, souvent hautement qualifiée. Ce capital humain et économique est présenté comme une opportunité, qualifiée d'« option diaspora », c'est-à-dire une voie de développement économique, social et politique (Bahoken 2020, Mbohhou 2023). En 2020, les transferts de fonds et les investissements opérés par les Camerounais résidant à l'étranger constitueraient un apport de 329 millions de dollars, soit 0,8% du PIB, selon l'African Foundation For Development. Cependant, la relation de l'État camerounais avec sa diaspora interroge, elle peut être marquée par un manque de confiance - l'État percevant cette diaspora comme « l'opposition » - limitant ainsi un soutien institutionnel et des politiques publiques effectives (Nkouatchet 2021).

Pourtant à l'intérieur des diasporas se forme une économie des échanges transnationaux, elle s'appuie sur des liens familiaux et culturels (Simon 1995), préservés (Prévelakis 2007), qui permettent de connecter entre eux des espaces parfois très éloignés en faisant circuler non seulement des marchandises et des hommes mais aussi des idées, des informations et des modèles. Ainsi, à partir de ressources et de réseaux dits « ethniques », les entrepreneurs de la diaspora s'engagent dans des activités spécifiques pour partie destinées au groupe, donnant lieu à la formation de centralités singulières (Picard 2020), marquées par des identités nationales. Ces centralités sont qualifiées par le commerce ethnique, c'est-à-dire des produits et services spécifiques liés à des processus d'identification (Ma Mung 2015). Elles regroupent de nombreuses fonctions, commerciales, sociales, politiques ou culturelles, leur appropriation procède d'identités spatiales, leurs pratiques agencent l'espace avec un ensemble de normes et de valeurs (Ma Mung 2015). Ces centralités constituent aussi un espace de visibilité dans le pays d'accueil. À l'intérieur de ces centralités, les réseaux commerciaux des diasporas africaines marquent les paysages urbains, ils traduisent une insertion croissante des entrepreneurs dans l'économie locale et une appropriation symbolique de l'espace par les commerçants et les usagers (Bouly de Lesdain 1999). La diaspora camerounaise est particulièrement présente sur le marché économique et se distingue par sa forte capacité commerciale à mettre en place un réseau de distribution entre Afrique et Europe, qui lui permet de s'adapter à son environnement (Bouly de Lesdain 1999).

Cet axe propose de discuter de l'appropriation de l'espace et de l'économie locale par la diaspora camerounaise à partir de circulations marchandes au cœur de centralités commerciales, entendues comme des espaces ouverts intégrés à des flux internationaux.

### *Bibliographie*

- Awono C. et Havard M. 2011. Le rôle des importations dans la consommation alimentaire au Cameroun. *Cahiers de recherche GREDI*. 11, 2, p. 1-18.
- Bahoken F. 2005. De la présence camerounaise en France à « l'option diaspora ». *Enjeux. Bulletin d'Analyses Géopolitiques pour l'Afrique Centrale*. 24, pp 7-15.
- Bahri-Domon, Y. 2017. Éditorial. La course aux caddies. *Investir au Cameroun*. 60. <https://www.investiraucameroun.com/pdf/IC60.pdf>
- Bayart J-F. 1989. *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris : Fayard. 439 p.
- Berrou J.-P., Clément M., Combarous F., Darbon D., Fauré Y.-A., Rougier É. 2019. L'essor des classes moyennes dans les pays en développement et émergents : une étude comparative des enjeux d'identification, de caractérisation et de politiques publiques : Brésil, Côte d'Ivoire, Turquie, Vietnam. *Papiers de recherche AFD*. 89. 72 p.
- Bouly de Lesdain, S. 1999. Château Rouge, une centralité africaine à Paris. *Ethnologie française*. 29, 1. pp.86-99.
- Boyer R. 2015. *Économie politique des capitalismes. Théorie de la régulation des crises*. Paris : La Découverte., 378 p
- Bruneau, M. 2004. *Diasporas et espaces transnationaux*. Paris : Economica. 249 p.
- Courade, G. (dir.). 2000. *Le désarroi camerounais: l'épreuve de l'économie-monde*, Paris : Karthala, 283 p.

- Courade G. et Sindjoun L. 1996. Introduction au thème, le Cameroun dans l'entre-deux. *Politique africaine*. 62. p. 3-14
- Chaléard J-L. 1996. *Temps des villes. Temps des vivres*. Paris : Karthala. 661p.
- Dongmo Ngetidem H. Kuété M. et Yemmafouo A. 2021, Bafou et l'approvisionnement des villes en produits vivriers, in Yemmafouo A., Dzalla Ngangue G. C., Ngouanet C., Tchekote H., Kaffo C. (Dir.), *Connexions villes-campagnes au Cameroun. Pour des solutions rurales aux problèmes urbains et des solutions urbaines aux problèmes ruraux*, Paris : L'Harmattan, p. 67-81.
- Eboko, F. et Awondo, P. 2018. L'État stationnaire, entre chaos et renaissance. *Politique africaine*, 150, p. 5-27.
- Fofiri Nzossié, E.J. et Temple, L. 2023. Politique d'import-substitution au blé et compétitivité des farines panifiables à base de manioc, banane plantain et patate douce au Cameroun, *Cahiers Agricultures*, 32, 25. <https://doi.org/10.1051/cagri/2023018>
- Geschiere P. et Konings P. 1993. *Itinéraires d'accumulation au Cameroun*. Paris : Karthala. 1993. 400 p.
- Hatcheu E.T. 2003. *L'approvisionnement et la distribution alimentaires à Douala (Cameroun) : logiques sociales et pratiques spatiales des acteurs*, Thèse, Université Paris 1, 455 p.
- IPC. 2023. *Cameroun. Analyse IPC de la malnutrition aiguë*, Rome : Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire, 18 p.
- Ma Mung G. 2015. Le commerce ethnique dans les espaces marchands de Château Rouge (Paris) et Brixton (Londres) », *e-Migrinter*. 13. <https://doi.org/10.4000/e-migrinter.564>
- Mack-Kit S. 2007. Les élections au Cameroun. *Recherches internationales*. 80. p. 23-36
- Mbembe A. 2000. *De la postcolonie, Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*. Paris, Karthala. 293 p.
- Mbohoulou, L. F. N. 2023. L'émergence de l'option diaspora au Cameroun : recours à un concept magique dans un contexte de crise. *Revue Gouvernance*, 20, 2. p. 53-75.
- Médard J-F. 1992. Le "Big Man" en Afrique : Esquisse d'analyse du politicien-entrepreneur, *L'Année sociologique*. 42. p. 167-192.
- Muñoz, J-M. 2018. *Doing Business in Cameroon: An Anatomy of Economic Governance*. Cambridge, United Kingdom ; New York, NY : Cambridge University Press. 242 p.
- Ngouyamsa V. 2016. Militantisme Politique et Entrepreneuriat : relations de dépendance et enjeux dans le contexte Camerounais, *African Sociological Review*. 20. p. 137-149.
- Nguegang R.T. 2015. Entrepreneurs-politiciens et populations locales au Cameroun: Entre clientélisme et échanges mutuels, *Cahiers d'études africaines*. 220. p. 811-836.
- Nkouatchet, R. N. 2022. Le Cameroun et le tabou de la marginalisation de sa diaspora. *L'Espace Politique*, 43. <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.9610>
- Nyiniwou I.K. 2021. *Geography of mass catering services. Assessing the implications during ceremonies in the West region of Cameroon*, Thèse, Université de Dschang, 375 p.
- Ochonu M.E. (ed.). 2018. *Entrepreneurship in Africa: a historical approach*. Bloomington, Indiana : Indiana University Press. 340 p.
- PAM. 2011. *Analyse Globale de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité 2011*, Rome : Programme Alimentaire mondial. 59 p.

- Picard J. 2020. “ Les migrants ont fait revivre la rue ” : Pratiques et représentations citadines des commerces africains de la rue de la République (quartier Saint-Cyprien, Toulouse). In Delage M., Endelstein L., Dubucs H., Weber S. (dir.), *Le petit commerce dans la ville monde*. Paris : L’œil d’or.
- Polanyi K. 2017. *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*. Paris : Gallimard. 463 p.
- Pommerolle M-E. 2008. La démobilisation collective au Cameroun : entre régime postautoritaire et militantisme extraverti. *Critique internationale*, 40, 3. p. 73-94.
- Prévelakis, G. 2013 “Diaspora”. In Lévy, J., & Lussault, M. *Dictionnaire de la géographie*. Paris : Belin, 1127 p.
- Simon, G. 1995. *Géodynamique des migrations internationales dans le monde*. Paris : Presses Universitaires de France - PUF. 429 p.
- Soula A., Yount André C., Lepillier O., et Bricas N. (dir). 2020. *Manger en ville. Regards socio-anthropologiques d’Afrique, d’Amérique latine et d’Asie*. Versailles : Éditions Quae, 175 p.
- Tchawa P. 2012. Le Cameroun : une « Afrique en miniature ? ». *Les Cahiers d’Outre-Mer* 259 Juillet-Septembre 2012, <http://journals.openedition.org/com/6640>
- Uwizeyimana L. 2009. Après le café, le maraîchage ? Mutations des pratiques agricoles dans les Hautes Terres de l’Ouest Cameroun, *Les Cahiers d’Outre-Mer*, 247, p. 331-344.
- Warnier J-P. 2008. Invention des traditions et esprit d’entreprise : une perspective critique, *Afrique contemporaine*. 226, 2. p. 243-268.

### **Modalités de soumission**

Propositions à envoyer à la coordination du colloque :

Thomas Jourda, Université Bordeaux-Montaigne, Les Afriques dans le monde :  
t.jourda@gmail.com

Luc-Yaovi Kouasi : Sciences Po Bordeaux, Les Afriques dans le monde,  
kouassi.lucyaovi@outlook.com

Liana Lebrault : Université Bordeaux-Montaigne, Les Afriques dans le monde,  
lianalebrault@gmail.com

Roger Oyono : Sciences Po Bordeaux, Les Afriques dans le monde, royono3@gmail.com

Sylvain Racaud : Université Bordeaux-Montaigne, Les Afriques dans le monde,  
sylvain.racaud@u-bordeaux-montaigne.fr

### **Calendrier**

Envoi des propositions de 600 à 1000 mots (avec contexte, positionnement théorique, question de recherche, méthodologie, résultats) au 15 novembre 2024

Retour aux autrices, auteurs mi-janvier 2025

Envoi des textes au 30 avril 2025

Colloque 21 et 22 mai 2025

### **Comité scientifique**

André Akam Akam, université de Douala

Emmanuelle Bouilly, université de Lille, CERAPS

Eric-Joël Fofiri, université de Ngaoundéré

Nadine Machikou, université de Dschang

Mireille Manga, Institut des relations internationales du Cameroun, université de Yaoundé 2

Achille Mbembe, université Witwatersrand et Duke

Marie-Emmanuelle Pommerolle, université Paris 1, IMAF

Christine Raimond, université Paris 1, PRODIG

Paul Tchawa, université de Yaoundé 1

Aristide Yemmafouo, université de Dschang